



**PRÉFET
DE L'INDRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction départementale de l'Emploi,
du Travail des Solidarités et de la
Protection des Populations
Service Santé Protection Animales et
Environnement**

Affaire suivie par : Guy LACAN
Mel : ddetspp-icpe@indre.gouv.fr

ARRÊTÉ du 15 NOV. 2024

**Mettant en demeure
L'EARL VAN DEN BROEK,**

installation de méthanisation de déchets non dangereux ou de matière végétale brute sise
« La Grande Charpagne » 36160 Feusines
relevant de la rubrique « 2781-1-b » de la nomenclature des installations classées,

**LE PRÉFET DE L'INDRE,
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre national du Mérite**

Vu les parties législatives et réglementaires du code de l'environnement et notamment l'article L. 171-8 ;

Vu l'arrêté ministériel du 12/08/10 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées de méthanisation relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique " n° 2781" de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement;

Vu l'arrêté ministériel du 22/03/2021 portant nomination (directions départementales interministérielles) ;

Vu le décret n° 83-1025 du 28/11/1983 concernant les relations entre l'administration et les usagers ;

Vu le décret n°2004-374 du 29/04/2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

Vu le décret du 13/07/2023 portant nomination de M. Thibault LANXADE en qualité de préfet de l'Indre ;

Vu la nomenclature des installations classées et plus particulièrement la rubrique 2781-1-b ;

Vu l'arrêté du 02/09/2022 d'autorisation environnementale relatif à l'extension d'un élevage de porcs naisseurs/engraisers et à l'augmentation de la capacité de traitement d'une unité de méthanisation de l'EARL Van Den Broek sur les communes de Pérassay et de Feusines (36160) ;

Vu la visite d'inspection réalisée par le service en charge des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement de la Direction départementale de l'emploi, du travail, des solidarités et de la protection des populations de l'Indre en date du 05/06/2024 sur le site de l'EARL VAN DEN BROEK sise « La Grande Charpagne » 36160 Feusines ;

Vu le rapport d'inspection du 05/06/2024, transmis à l'exploitant le 04/10/2024;

Vu le projet d'arrêté portant mise en demeure transmis à l'exploitant 04/10/2024, dans le cadre de la procédure contradictoire ;

Vu l'absence d'observations de l'exploitant ;

Considérant qu'il ressort notamment de la visite de l'Inspection des établissements classés pour la protection de l'environnement de la DDETSPP de l'Indre que l'installation de méthanisation précitée ne respecte pas un certain nombre de dispositions du code de l'environnement et des textes pris pour son application, notamment les prescriptions techniques de l'arrêté ministériel du 12/08/2010 ;

Considérant qu'il y a lieu d'exiger la mise aux normes de l'établissement de cette installation de méthanisation dont l'exploitant ne peut pas ignorer les dispositions applicables à cette activité ;

Sur proposition de Madame la Directrice Départementale de l'Emploi, du Travail, des Solidarités et de la Protection des Populations de l'Indre :

ARRETE

Article 1er : Mise en demeure

L'EARL Van Den BROEK, dont le gérant est monsieur Philippe VAN DEN BROEK, installation de méthanisation sise « La Grande Charpagne » 36160 Feusines est mise en demeure :

* de présenter à l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement le rapport de vérification du dispositif de mesure de la quantité de biogaz produit **sous un délai d'un mois** ;

* de délimiter clairement les zones ATEX du site et afficher à l'entrée de la zone le plan de localisation des risques **sous un délai d'un mois** ;

* de présenter à l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement le rapport de vérification des installations électriques **sous un délai d'un mois** ;

Article 2 : Conformément aux dispositions de l'article L. 171-11 du code de l'Environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Conformément aux dispositions de l'article R. 421-1 du code de Justice Administrative, elle peut être déférée au Tribunal Administratif de Limoges, dans un délai de 2 mois à compter de sa notification à l'exploitant, soit par voie postale à l'adresse : 2, cours Bugeaud CS 40410, 87000 LIMOGES CEDEX, ou par voie dématérialisée à l'adresse <https://www.telerecours.fr/>

Conformément à l'article L. 411-2 du code des relations entre le public et l'administration, cette décision administrative peut faire l'objet, dans le délai imparti pour l'introduction d'un recours contentieux :

- d'un recours gracieux, adressé à M. le Préfet de l'Indre – Place de la victoire et des alliés – CS 80583 – 36 019 CHÂTEAUROUX CEDEX ;
- d'un recours hiérarchique, adressé à M. le Ministre de la Transition écologique et de la cohésion des territoires- Direction générale de la prévention des risques – Grande Arche de La Défense - Paroi Sud – 92 055 LA DÉFENSE CEDEX.

Lorsque dans le délai initial du recours contentieux ouvert à l'encontre de la décision, sont exercés contre cette décision un recours gracieux et un recours hiérarchique, le délai du recours contentieux, prorogé par l'exercice de ces recours administratifs, ne recommence à courir à l'égard de la décision initiale que lorsqu'ils ont été l'un et l'autre rejetés.

Article 3 : En cas de non-exécution de la présente mise en demeure, il pourra être fait application des sanctions administratives et pénales prévues à l'article L. 171-8 et L. 557-60 du code de l'environnement.

Article 4 : Le présent arrêté sera notifié à l'exploitation EARL Van Den BROEK.

Une copie en sera adressée :

- ↳ à la directrice départementale de l'emploi, du travail, des solidarités et de la protection des populations ;
- ↳ au maire de la commune de FEUSINES, pour information.

Conformément à l'article R. 171-1 du code de l'environnement, la présente décision sera publiée sur le site internet des services de l'État dans l'Indre, www.indre.gouv.fr, pendant une durée minimale de deux mois.

Article 5 : La Secrétaire générale de la Préfecture de l'Indre, la Directrice Départementale de l'Emploi, du Travail, des Solidarités et de la Protection des Populations sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'exploitant et dont une copie sera adressée à la mairie de la commune de Feusines.

Le Préfet



Thibault LANXADE

